

**ASSOCIATION DECINOISE DE PLANNING FAMILIAL**

**SIEGE SOCIAL : 28, Rue de la république  
69150 DECINES CHARPIEU**

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**

**DU**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**ASSOCIATION DECINOISE DE PLANNING FAMILIAL**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'assemblée générale de l'Association décinoise de planning familial

**1) Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association décinoise de planning familial relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**2) Fondement de l'opinion**

**2.1) Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

**2.2) Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



### **3) Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4) Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **5) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



**6) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;





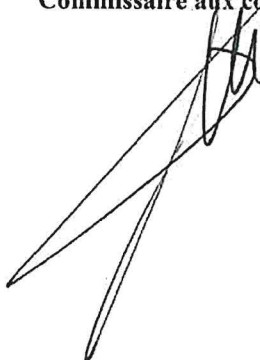
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon,  
Le 4 juin 2024

**SAS JEAN PAUL FAURE ET ASSOCIES**

**Jean-Luc ZULLI**

**Commissaire aux comptes**



## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	19 738	19 738		135	135	100.00
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	<b>Total I</b>	19 738	19 738		135	135	100.00
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	867		867	1 290	423	32.80
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	17 941		17 941	16 171	1 770	10.94
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	91 131		91 131	61 900	29 231	47.22
	Charges constatées d'avance (2)	241		241	385	144	37.51
	<b>Total II</b>	110 180		110 180	79 746	30 434	38.16
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	129 917	19 738	110 180	79 881	30 299	37.93

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

## BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres</b>				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	43 942	43 942		
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	4 048	7 532	11 580	153.74
	<b>Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)</b>	4 283	11 580	15 864	136.99
	<b>Situation nette (sous total)</b>	44 178	39 894	4 283	10.74
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	<b>Total I</b>	44 178	39 894	4 283	10.74
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	<b>Total II</b>				
	Provisions pour risques				
PROVISIONS	Provisions pour charges	17 227	15 834	1 393	8.80
	<b>Total III</b>	17 227	15 834	1 393	8.80
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	7 560	8 224	664	8.08
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	41 215	15 929	25 287	158.75
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes				
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
DETTES (1)	<b>Total IV</b>	48 775	24 153	24 622	101.95
	Ecarts de conversion passif (V)				
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	110 180	79 881	30 299	37.93

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	23 988	20 203	3 785	18.73
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	183 921	165 642	18 279	11.04
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 440	1 437	2	0.16
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	708	392	316	80.60
<b>Total I</b>	<b>210 057</b>	<b>187 675</b>	<b>22 382</b>	<b>11.93</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	50 545	53 456	2 910	5.44
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	1 672	1 744	72	4.15
Salaires et traitements	112 302	103 024	9 278	9.01
Charges sociales	40 983	37 762	3 221	8.53
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	135	652	517	79.31
Dotations aux provisions	1 393	3 408	2 015	59.13
Reports en fonds dédiés				
Autres charges				
<b>Total II</b>	<b>207 031</b>	<b>200 046</b>	<b>6 985</b>	<b>3.49</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>3 026</b>	<b>12 371</b>	<b>15 397</b>	<b>124.46</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 258	792	465	58.76
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total III</b>	1 258	792	465	58.76
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total IV</b>				
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	1 258	792	465	58.76
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	4 283	11 579	15 863	136.99
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
<b>Total V</b>				
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion		1	1	100.00
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
<b>Total VI</b>		1	1	100.00
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>		1	1	100.00
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>				
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>				
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	211 314	188 467	22 847	12.12
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	207 031	200 047	6 984	3.49
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	4 283	11 580	15 864	136.99

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### - REGLES ET METHODES COMPTABLES -

#### Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### ACTIVITES/MOYENS

Le Centre de Planning Familial a pour objectif l'action pour le droit à l'information et l'éducation permanente afin que femmes et hommes vivent leur sexualité sans répression ni dépendance, et notamment la promotion de la contraception et l'aide aux femmes qui le désirent d'interrompre leur grossesse dans de bonnes conditions.

L'ADPF emploie une secrétaire médicale, une psychologue, une conseillère conjugale et un médecin.

#### IMMOBILISATIONS/AMORTISSEMENTS

Pour l'amortissement des biens non décomposables est appliquée la mesure de simplification relative au maintien de l'amortissement sur la durée d'usage.

#### PROVISION INDEMNITES RETRAITE

Chaque exercice, l'association comptabilise une évaluation des engagements retraite (convention collective hospitalisation privée à but non lucratif - FEHAP) pour le personnel ayant plus de 10 ans d'ancienneté.

Méthode retenue : droits accumulés sans progression salariale plus charges sociales

Dotation de l'exercice : 1 393 €

Montant cumulé au 31.12.2023 : 17 227 €

#### AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants

## ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une information individuelle.

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Mise à disposition par les mairies de Chassieu et de Saint Bonnet de Mure de locaux pour les permanences.

L'association bénéficie de la gratuité des fonctions des membres du Conseil d'Administration.

### Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

### Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
SUBVENTIONS COMMUNALES	9 250
SUBVENTION COLLECTIVITE TERRITORIALE LA METROPOLE	174 671
Total	183 921





**ASSOCIATION DECINOISE DE PLANNING FAMILIAL**

**SIEGE SOCIAL : 28, Rue de la république  
69150 DECINES CHARPIEU**

**RAPPORT SPECIAL**

**DU**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**  
**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice**  
**clos le 31 décembre 2023**

A l'assemblée générale de l'association décinoise de planning familial,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

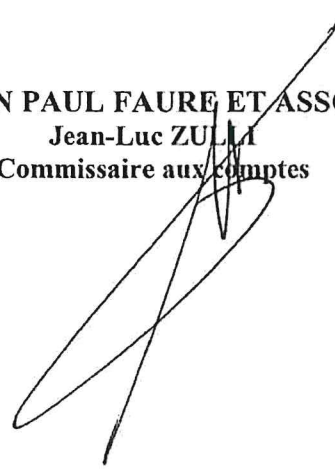
**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Lyon,  
Le 4 juin 2024

**SAS JEAN PAUL FAURE ET ASSOCIES**

**Jean-Luc ZULLI**  
**Commissaire aux comptes**



**Centre de Santé et  
d'Education Sexuelles**

28, rue de la République  
69150 DECINES  
Tél. : 04 37 43 26 22  
[cses.decines@gmail.com](mailto:cses.decines@gmail.com)

**SAS Jean Paul FAURE et associés**  
Monsieur Jean-Luc ZULLI  
**Commissaire aux comptes**  
Immeuble le Quatuor Bâtiment D  
16, avenue Tony Garnier  
**69007 LYON**

Objet : Lettre d'affirmation

Décines, le 4 juin 2024

Monsieur, Cette lettre vous est adressée en application de vos normes d'exercice professionnel, dans le cadre de vos contrôles relatifs à l'audit des comptes annuels de l'association décinoise de planning familial afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2023. Ces comptes font apparaître à cette date des fonds propres associatifs de 44.178 €, y compris l'excédent comptable de 4.283 €.

En tant que responsable de l'établissement des états financiers et du contrôle interne afférent à leur préparation, nous vous confirmons ci-après, en toute bonne foi et au mieux de notre connaissance, les informations et affirmations qui vous ont été fournies dans le cadre de votre mission.

- 1- Les états financiers ont été établis afin de présenter de manière régulière et sincère la situation financière et le résultat conformément aux règles et principes comptables français. Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 13 mars 2024.
- 2- À ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement, autre que ceux déjà pris en compte, survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes et du rapport financier, qui nécessiterait un traitement comptable ou une mention dans l'annexe des comptes et/ou dans le rapport financier.
- 3- Nous avons mis à votre disposition :
  - Tous les livres comptables, les états annexes et documents financiers afférents à la comptabilité,
  - Tous les contrats ayant ou pouvant avoir une incidence significative sur les comptes annuels
  - Tous les procès-verbaux écrits des assemblées d'adhérents, des bureaux et des conseils d'administration tenus au cours de l'exercice et jusqu'à la date de cette lettre.
- 4- Nous n'avons connaissance d'aucun rapport, avis ou position émanant d'organismes de tutelle ou de contrôle dont le contenu pourrait avoir une incidence significative sur la présentation et les méthodes d'évaluation des comptes.



- 5- Nous vous avons fait part de nos décisions de gestion et de nos jugements susceptibles d'avoir une incidence significative dans l'établissement des états financiers. Les principales hypothèses retenues pour l'établissement des estimations comptables reflètent les intentions de la direction et la capacité de l'association à ce jour à mener à bien les actions envisagées à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration. Lors de l'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration, nous avons apprécié le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation pour l'établissement des comptes, en prenant en compte une période de 12 mois à partir de la date de clôture de l'exercice. Nous vous avons communiqué les principales hypothèses qui sous-tendent l'application de cette convention (principalement le maintien de la subvention accordée par la métropole de Lyon au titre de 2026) et qui ont été établies sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. L'analyse ultérieure des effets de la crise liée à la guerre en Ukraine à laquelle nous avons procédé ne nous a pas conduits à remettre en cause le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation.
- 6- Nous vous avons fait part de notre appréciation sur le risque que les états financiers puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes. Nous n'avons pas connaissance de faits significatifs liés à des fraudes, commises ou suspectées. Des contrôles destinés à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes ont été conçus et mis en œuvre par l'association.
- 7- Nous avons appliqué au mieux de notre connaissance, les textes légaux et réglementaires. Des procédures ont été conçues et mises en œuvre dans l'association, visant à garantir le respect de ces textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas connaissance de cas de non-respect susceptible de conduire à des anomalies significatives dans les comptes.
- 8 – Nous n'avons pas connaissance d'insuffisances significatives de contrôle interne ou de déficiences majeures.
- 9- Toutes les opérations de l'exercice et toutes les conséquences financières de tout accord/contrat ont été enregistrées et correctement traduites dans les états financiers, y compris le cas échéant dans l'état des éléments hors bilan. Il n'existe aucune des transactions suivantes :
- a. Accords conclus avec des établissements financiers et susceptibles de restreindre les disponibilités de l'association ou ses lignes de crédits,
  - b. Engagements de rachats d'actifs précédemment cédés,
  - c. Tout autre accord sortant du cadre des opérations normales de l'association.
- 10- L'association est effectivement propriétaire de tous les actifs qui figurent dans les états financiers. Tous les actifs, et en particulier tous les comptes de caisse et de banque, sont inclus dans les états financiers afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les hypothèques, nantissements, gages ou toute autre sûreté sur des actifs de l'association sont explicitement indiqués dans les états financiers.
- 11- Toutes les dépréciations nécessaires ont été constituées pour ramener les éléments d'actif à leur valeur actuelle. Les durées et modes d'amortissement reflètent au mieux la consommation des avantages économiques futurs associés.



12- Tous les passifs dont nous avons connaissance sont inclus dans les états financiers. Nous avons soigneusement examiné, en liaison avec nos conseils juridiques et/ou nos avocats, les divers éléments de nos engagements, passifs éventuels, procès en cours, déclarations fiscales non prescrites ainsi que toute poursuite judiciaire ou affaire contentieuse et nous considérons que les provisions et indications complémentaires figurant à ce titre dans nos états financiers sont adéquates. Nous vous confirmons ne pas avoir comptabilisé de provision pour risque de reversement des allocations de chômage partiel, la probabilité de devoir procéder à ce remboursement nous semblant négligeable.

13- Toutes les provisions nécessaires ont été constituées pour faire face soit à des pertes latentes, soit à des charges résultant d'engagements de ventes ou d'achats (de produits ou de devises) ou du non-respect de ceux-ci.

14- Nous n'avons ni projet, ni intention de restructuration ou de réorganisation, autres que ceux déjà pris en compte dans les états financiers, de nature à affecter sensiblement la valeur comptable ou le classement des actifs et passifs ou nécessitant une information en annexe aux états financiers et/ou dans le rapport de gestion.

15- L'association s'est acquittée en tous points de ses obligations contractuelles susceptibles, en cas de non-respect, d'affecter les états financiers de façon significative (bilan ou hors bilan).

16. Au cours de l'exercice, l'association n'a détenu aucune créance sur l'un de ses administrateurs ou dirigeants (président, médecin directeur) et n'a accordé aucune garantie en leur faveur.

17- Toutes les informations comptables et financières adressées ou mises à la disposition des adhérents à l'occasion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes ainsi que toutes les informations entrant dans le champ d'application des conventions réglementées vous ont été communiquées conformément au Code de Commerce.

18- Nous vous confirmons que les subventions inscrites en produit au 31 décembre 2023 pour 183.921 € correspondent effectivement aux actions menées au cours de cet exercice. Nous n'avons identifié aucun engagement d'emploi envers certains tiers financeurs, l'ensemble des actions ayant été engagé à la clôture, et nous vous confirmons par conséquent le bien-fondé de l'absence de fonds dédiés à la clôture de l'exercice 2023.

19- L'information que nous vous avons fournie sur l'identité des parties liées ainsi que sur les relations et transactions avec celles-ci est exhaustive et l'information donnée dans l'annexe des états financiers est conforme aux règles et principes comptables français. Les transactions avec les parties liées non mentionnées dans l'annexe ne présentent pas une importance significative ou ont été conclues aux conditions normales du marché.

20 – Nous vous avons fourni toutes les informations supplémentaires que vous nous avez demandées et laissé libre accès aux personnes au sein de l'association que vous avez souhaité rencontrer pour les besoins de l'audit.

21 – En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, nous vous confirmons qu'aucune rémunération ou avantage particulier n'a été accordé directement ou indirectement à un membre du conseil d'administration.

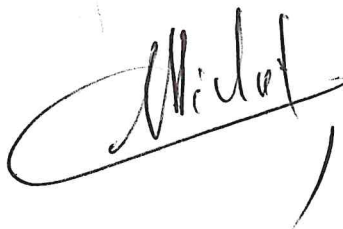
Nous considérons que les 3 plus hauts cadres dirigeants de l'association sont :

- Le Président, qui cumule les fonctions de trésorier –
- Le Secrétaire.

22- Nous avons pris connaissance de l'état joint en annexe, des anomalies relevées lors de l'audit et non corrigées. Nous considérons que ces anomalies, seules ou cumulées, ne sont pas significatives au regard des comptes pris dans leur ensemble. Nous vous prions d'agréer, Cher Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président

Monsieur Guy Vidon

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michel', with a large, sweeping loop at the end.

**Annexe à la lettre d'affirmation relative à l'exercice clos le 31 décembre 2023**

**ASSOCIATION CENTRE DE PLANIFICATION OU D'EDUCATION FAMILIALE**

**L'incidence de ces anomalies non corrigées a été considérée comme non significative.**

A - ETAT DES ANOMALIES RELEVÉES ET NON CORRIGÉES AYANT UN IMPACT SUR LE RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

➤ Néant

B- ETAT DES ANOMALIES RELEVÉES ET NON CORRIGÉES AYANT UN IMPACT SUR LES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

➤ Néant

C - LISTE DES AUTRES ANOMALIES RELEVÉES ET NON CORRIGÉES PORTANT SUR LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS OU EN ANNEXE

➤ Néant

